ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 5 avril 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant création d'un institut supérieur de planification d'urgence", a donné le 8 mai 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 april 1991 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot oprichting van een hoger instituut voor de noodplanning", heeft op 8 mei 1991 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

La référence aux arrêtés royaux du 28 février 1963, du 23 juin 1971 et du 15 juillet 1985 est inutile et doit donc être omise.

D'autre part, il faut viser l'avis de la Commission des Communautés européennes, puisqu'il est requis par l'article 33 du traité de Rome.

Le préambule devrait, dès lors, être rédigé de la manière suivante :

"Vu le traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom), signé à Rome le 25 mars 1957, notamment l'article 33;

Vu la directive 89/618/Euratom du Conseil des Communautés européennes du 27 novembre 1989 concernant l'information de la population sur les mesures de protection sanitaire applicables et sur le comportement à adopter en cas d'urgence radiologique;

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, notamment l'article 2, alinéa 1er;

Vu la loi du 21 janvier 1987 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles, notamment l'article 7, § 2, modifié par l'arrêté royal du 16 mai 1990;

Vu l'accord de Nos Ministres du Budget et de la Fonction publique, donné le 18 décembre 1970;

Vu l'avis de la Commission des Communautés européennes, donné le ...;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur;".

DISPOSITIF.

La division en chapitres n'est pas nécessaire pour la compréhension de l'arrêté en projet.

Si cette division était maintenue, il conviendrait de remplacer les intitulés des chapitres II et III respectivement par les intitulés suivants : "Composition et fonctionnement de l'Institut" et "Dispositions financières".

En outre, le texte néerlandais de l'intitulé du chapitre Ier devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

Le texte néerlandais de la phrase introductive devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 2.

1. Au 1E, il faut écrire : "... pour les autorités responsables en la matière, de l'Etat, des Communautés, des Régions, des provinces et des communes ...".

2. En ce qui concerne le 2E, la loi du 21 janvier 1987 vise les activités industrielles (article 2, 1E) et les fabricants (personnes responsables d'une activité industrielle) (article 2, 2E) et non pas les exploitants des activités industrielles.

Il convient dès lors d'écrire :

"... et les exploitants des activités industrielles visées par l'article 2 de la loi du 21 janvier 1987 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles, ou leurs délégués, et les chefs d'entreprise des établissements de classe I, visés par l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1963 ...".

3. Pour ce qui est du 3E, il y a lieu de se référer à l'avis que le Conseil d'Etat a donné ce jour, sous le nE L. 20.743/2, au sujet d'un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 février 1963 portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger résultant des radiations ionisantes, avis dans lequel le Conseil d'Etat suggère de maintenir l'article 72, g, en projet, de l'arrêté du 28 février 1963 précité, à condition qu'il soit complété de la manière que l'avis indique.

Au demeurant, il y a lieu de relever que le 3E en projet est rédigé de manière plus large que le texte du projet précité. En effet, dans le présent projet, il est question d'organisation des secours en cas d'urgence, alors que dans le texte du projet L. 20.743/2 précité, les mesures d'information de la population concernent uniquement l'urgence radiologique.

Enfin, la dernière phrase du 3E devrait faire l'objet d'un alinéa 2, rédigé comme suit :

"L'information visée à l'alinéa 1er, 3E, tient compte des différents cas d'urgence pouvant se produire".

Article 3.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

A l'alinéa 2, le mot "temporairement" est superflu et doit donc être omis.

Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 4 et 5 (devenant l'article 4).

1. Le secrétariat visé à l'article 4 n'est pas un organe de l'Institut. Cela ressort de l'article 8 du projet, selon lequel

> "Le secrétariat est assuré par le fonctionnaire dirigeant de l'Ecole royale de la protection civile, assisté par le personnel de l'Ecole royale qu'il désigne".

Il est donc proposé d'omettre l'article 4 et de rédiger la phrase introductive de l'article 5, devenant l'article 4, de la manière suivante :

"Le conseil de l'Institut se compose des membres suivants :".

2. Les tirets introduisant les subdivisions de l'article 5 doivent être remplacés par 1E, 2E, 3E, 4E, etc.

3. Au deuxième tiret, devenant 2E, le mot "mandataire" doit être remplacé par "délégué".

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

La même observation vaut pour le 16E, dont le texte néerlandais doit également être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Le texte de l'alinéa 2, suivant lequel les membres sont nommés sur la proposition du Ministre intéressé ne peut pas s'appliquer à l'alinéa 1er, 16E, qui concerne les gouverneurs de province, ni davantage au 17E du même alinéa.

5. Suivant les explications du fonctionnaire délégué, la désignation des représentants des universités aurait lieu par l'intermédiaire du "Conseil interuniversitaire de la Communauté française", créé par le décret du 3 avril 1980 et du "Vlaamse interuniversitaire Raad" institué par le décret du 21 décembre 1976.

La désignation, au 17E, de "six représentants des universités" est contraire à l'autonomie des Communautés, en ce qu'elle impose une obligation à des organes qui ont été créés par des décrets des Communautés française et flamande.

Au surplus, il n'existe pas de "représentants des universités". La personne désignée pour siéger dans le conseil créé par l'arrêté en projet ne représenterait pas son université mais siégerait uniquement en qualité d'expert.

Si l'intention du Gouvernement est de désigner des professeurs d'université en raison seulement de leur compétence scientifique, il serait plus simple que le Roi habilite le Ministre de l'Intérieur à désigner les personnalités scientifiques universitaires qui seront membres du Conseil de l'Institut.

6. Le texte sous 22E ne mentionne pas l'organisme qui présentera les personnes autres que celles présentées par l'Union des exploitations électriques en Belgique et par la Fédération des industries chimiques de Belgique.

Le texte devrait être complété à cet égard.

7. La première phrase de l'alinéa 2 devrait être rédigée comme suit :

"Les membres sont nommés ... par le Ministre de l'Intérieur, sur la proposition du Ministre ou de l'Exécutif, de l'institution ou de l'organisme intéressés".

Le texte néerlandais de la deuxième phrase devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

8. L'alinéa 3 dispose :

> "Le Ministre de l'Intérieur désigne un président et un vice-président de rôle linguistique différent parmi les membres du conseil d'avis".

Le texte n'est applicable que si le président et le vice-président sont des fonctionnaires. Ces deux personnes le texte français de pourraient être des représentants d'organismes privés.

Pour tenir compte de cette hypothèse, il faudrait compléter le texte français de la disposition en y insérant les mots "ou d'expression linguistique différente".

A la fin de l'alinéa 3, il faut omettre les mots "d'avis" après le mot "conseil". La même observation vaut pour les articles 6, 7 et 9.

9. L'alinéa 4 est superflu et doit donc être omis.

Article 7.

Le texte néerlandais de l'article 7, alinéa 1er, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la partie néerlandaise du présent avis.

Article 8.

Mieux vaudrait écrire : "Le secrétariat de l'Institut ...".

Article 9.

Il serait préférable de grouper les alinéas 2 et 3 avec l'alinéa 5.

Le texte se présenterait dès lors comme suit :

"Le mandat de président ... (la suite comme à l'alinéa 1er).

Sauf en ce qui concerne les agents de l'Etat ... (la suite comme à l'alinéa 4, sauf à déterminer avec précision les personnes qui sont visées par les mots "les intéressés").

Les experts visés à l'article 3, alinéa 2, ... (la suite comme à l'alinéa 2).

L'allocation est liée ... (la suite comme à l'alinéa 3).

Les experts étrangers ... (1)".

Article 10.

Le texte serait plus clair s'il était complété par les mots "aux activités organisées par l'Institut".

Le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la partie néerlandaise du présent avis.

---

(1)L'intention semble être de limiter le remboursement des frais de parcours et de séjour engagés par les experts venant de l'étranger. Si telle est bien l'intention, il faudrait rédiger l'alinéa de manière à ce qu'il vise les experts, quelle que soit leur nationalité, qui habitent l'étranger.

AANHEF.

De verwijzing naar de koninklijke besluiten van 28 februari 1963, 23 juni 1971 en 15 juli 1985 moet als overbodig vervallen.

Voorts behoort te worden verwezen naar het advies van de Commissie van de Europese Gemeenschappen, aangezien dat advies vereist is krachtens artikel 33 van het verdrag van Rome.

De aanhef zou bijgevolg als volgt gesteld moeten worden :

"Gelet op het verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie (Euratom), ondertekend te Rome op 25 maart 1957, inzonderheid op artikel 33;

Gelet op richtlijn 89/618/Euratom van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 27 november 1989 betreffende de informatie van de bevolking over de bij stralingsgevaar toepasselijke maatregelen ter bescherming van de gezondheid en over de alsdan te volgen gedragslijn;

Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, inzonderheid op artikel 2, eerste lid;

Gelet op de wet van 21 januari 1987 inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten, inzonderheid op artikel 7, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 mei 1990;

Gelet op het akkoord van Onze Ministers van Begroting en van Openbaar Ambt van ...;

Gelet op het advies van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van ...;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken;".

BEPALEND GEDEELTE.

De indeling in hoofdstukken is niet nodig om het ontworpen besluit te kunnen begrijpen.

Wordt die indeling in stand gehouden, dan zouden de opschriften van de hoofdstukken II en III respectievelijk door de volgende opschriften vervangen moeten worden : "Samenstelling en werking van het Instituut" en "Financiële bepalingen".

Voorts zou het beter zijn in het opschrift van hoofdstuk I "taken" te schrijven, in plaats van "opdrachten".

Artikel 2.

Inleidende zin.

Men schrijve :"Het instituut heeft tot taak ...".

Tweede lid.

1. De bepaling onder 1E behoort als volgt gesteld te worden : "1E het organiseren van specifieke opleidingsactiviteiten inzake noodplanning met het oog op de organisatie van hulpverlening, in de zin van het koninklijk besluit van 23 juni 1971 houdende organisatie van de opdrachten van de civiele bescherming en coördinatie van de operaties bij rampspoedige gebeurtenissen, catastrofen en schadegevallen, ten behoeve van de ter zake verantwoordelijke autoriteiten van de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies en de gemeenten of ten behoeve van de personen die deze aanwijzen.

2. Wat 2E betreft zij opgemerkt dat de wet van 21 januari 1987 doelt op de industriële activiteiten (artikel 2, 1E) en op de fabrikanten (personen die verantwoordelijk zijn voor een industriële activiteit) (artikel 2, 2E) en niet op de exploitanten van de industriële activiteiten.

Dientengevolge behoort te worden geschreven :

"... en de exploitanten van de industriële activiteiten die genoemd worden in artikel 2 van de wet van 21 januari 1987 inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten of hun afgevaardigden, en de ondernemingsleiders van de inrichtingen van klasse I, bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1963 ...".

3. Wat 3E betreft zij verwezen naar het advies dat de Raad van State heden heeft uitgebracht onder het nr. L. 20.743/2 aangaande een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 februari 1963 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van ioniserende stralingen, in welk advies de Raad van State voorstelt het ontworpen artikel 72, g, van het voornoemde besluit van 28 februari 1963 in stand te laten mits het wordt aangevuld op de wijze die in het advies wordt aangegeven.

Er dient overigens opmerkzaam op te worden gemaakt dat het ontworpen 3E ruimer is geredigeerd dan de tekst van het voornoemde ontwerp. In het onderhavige ontwerp is er namelijk sprake van de organisatie van de hulpverlening in geval van nood, terwijl de ter informatie van de bevolking bedoelde maatregelen in de tekst van ontwerp L. 20.743/2 alleen betrekking hebben op stralingsgevaar.

Tenslotte zou de laatste zin van 3E een als volgt luidend tweede lid moeten vormen :

"In de informatie bedoeld in het eerste lid, 3E, wordt aandacht besteed aan de verschillende noodgevallen die zich kunnen voordoen".

Artikel 3.

In het eerste lid schrijve men "taken" in plaats van "opdrachten".

In het tweede lid dient het woord "tijdelijk" als overbodig te vervallen.

Het derde lid zou aldus gesteld moeten worden :

"De door het Instituut georganiseerde activiteiten kunnen internaatsactiviteiten zijn".

Artikelen 4 en 5 (die artikel 4 worden).

1. Het in artikel 4 bedoelde secretariaat is geen orgaan van het Instituut. Dat blijkt uit artikel 8 van het ontwerp dat als volgt luidt :

> "Het secretariaat wordt waargenomen door de leidend ambtenaar van de Koninklijke School van de Civiele Bescherming, bijgestaan door het personeel van de school dat hij aanwijst".

Er wordt dus voorgesteld artikel 4 te laten vervallen en de inleidende volzin van artikel 5, dat artikel 4 wordt, als volgt te stellen :

"De Raad van het Instituut bestaat uit de volgende leden :".

2. De streepjes, die de onderverdelingen van artikel 5 inleiden, behoren te worden vervangen door 1E, 2E, 3E, 4E, enz.

3. Onder het tweede streepje, dat 2E wordt, moet het woord "gemachtigde" worden vervangen door het woord "afgevaardigde".

Voorts dient "directeur-generaal" te worden geschreven in plaats van "Directeur-generaal".

Dezelfde opmerking geldt, wat het woord "gemachtigde" betreft, voor 16E, alwaar bovendien "provinciegouverneur" dient te worden geschreven, in plaats van "Provinciegouverneurs".

4. De tekst van het tweede lid, volgens welke de leden aangesteld worden op de voordracht van de betrokken Minister, kan geen toepassing vinden op het eerste lid, 16E, dat betrekking heeft op de provinciegouverneurs, en evenmin op 17E van hetzelfde lid.

5. Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar zouden de vertegenwoordigers van de universiteiten worden aangesteld door tussenkomst van de "Vlaamse interuniversitaire Raad", ingesteld bij het decreet van 21 december 1976, en de "Conseil interuniversitaire de la Communauté française", opgericht bij het decreet van 3 april 1980.

De aanstelling, in de bepaling onder 17E, van "zes vertegenwoordigers van de universiteiten" is in strijd met de autonomie van de Gemeenschappen doordat een verplichting wordt opgelegd aan organen die zijn opgericht bij decreten van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap.

Bovendien bestaan er geen "vertegenwoordigers van de universiteiten". De persoon die wordt aangewezen om zitting te hebben in de bij het ontworpen besluit opgerichte raad, zou niet zijn universiteit vertegenwoordigen maar uitsluitend zitting hebben in de hoedanigheid van deskundige.

Als het de bedoeling van de Regering is om hoogleraren uitsluitend wegens hun wetenschappelijke deskundigheid aan te stellen, zou het eenvoudiger zijn dat de Koning de minister van Binnenlandse Zaken machtigt om de universitaire wetenschappelijke prominenten aan te wijzen die lid zullen zijn van de raad van het Instituut.

6. De tekst onder 22E maakt geen melding van de organisatie die de andere personen zal voordragen dan degenen die worden voorgedragen door de Vereniging van Electriciteitsbedrijven in België en door de Federatie der Chemische Nijverheid van België.

De tekst zou in dat opzicht moeten worden aangevuld.

7. De eerste zin van het tweede lid zou moeten worden geredigeerd als volgt :

"De leden worden voor een periode van zes jaar benoemd door de minister van Binnenlandse Zaken, op voordracht van de betrokken minister of Executieve, van de betrokken instelling of organisatie".

In de tweede zin schrijve men : "Het lid dat zijn mandaat niet kan voltooien, wordt ... (voorts zoals in het ontwerp)".

8. Het derde lid bepaalt :

> "De minister van Binnenlandse Zaken wijst een voorzitter en een ondervoorzitter van verschillende taalrol aan onder de leden van de raad van advies".

De tekst is slechts toepasselijk als de voorzitter en de ondervoorzitter ambtenaren zijn. Die twee personen zouden ook vertegenwoordigers van particuliere organisaties kunnen zijn.

Om met die mogelijkheid rekening te houden zou de bepaling in het Frans moeten worden aangevuld door invoeging van de woorden "ou d'expression linguistique différente".

De Nederlandse tekst van de bepaling zou aldus gesteld moeten worden :

"De minister van Binnenlandse Zaken kiest uit de leden van de raad van advies een voorzitter en een onder-

voorzitter die tot een verschillende taalrol behoren of zich in een verschillende taal uitdrukken".

Aan het slot van het derde lid moeten de woorden "van advies" na het woord "raad" vervallen. Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 6, 7 en 9.

9. Het vierde lid moet als overbodig vervallen.

Artikel 7.

De Nederlandse tekst van artikel 7, eerste lid, zou beter worden geredigeerd als volgt :

"De raad legt in januari van elk jaar de programma's en de jaaragenda van de door het Instituut te organiseren activiteiten ter beslissing aan de minister van Binnenlandse Zaken voor".

Artikel 8.

Het zou beter zijn te schrijven : "Het secretariaat van het Instituut ...".

Artikel 9.

Het zou beter zijn het tweede en het derde lid samen te voegen met het vijfde lid.

De tekst zal er dan uitzien als volgt :

"Het mandaat van voorzitter ... (voorts zoals in het eerste lid).

Behalve wat de rijksambtenaren betreft ... (voorts zoals in het vierde lid behalve dat duidelijk moet worden bepaald welke personen worden bedoeld met de woorden "de betrokkenen").

De in artikel 3, tweede lid, bedoelde deskundigen hebben recht op een toelage van 1 500 fr. ... (voorts zoals in het tweede lid).

De toelage is gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regeling bepaald ... (voorts zoals in het derde lid).

De buitenlandse deskundigen kunnen de terugbetaling verkrijgen van de werkelijk door de betrokkenen gemaakte reis- en verblijfkosten, na overlegging ... (2)".

---

(2)Het ziet ernaar uit dat het de bedoeling is de terugbetaling van de reis- en verblijfkosten gemaakt door de deskundigen die uit het buitenland komen, te beperken. Als dat wel degelijk de bedoeling is, zou het lid zodanig moeten worden geredigeerd dat het betrekking heeft op de deskundigen, van welke nationaliteit ook, die in het buitenland wonen.

Artikel 10.

De tekst zou duidelijker zijn als hij werd aangevuld met de woorden "voor de door het Instituut georganiseerde activiteiten".

De Nederlandse tekst zou beter worden geredigeerd als volgt :

"De minister van Binnenlandse Zaken stelt in voorkomend geval het inschrijvingsgeld voor de door het Instituut georganiseerde activiteiten vast".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. P. HERBIGNAT, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. I. KOVALOVSZKY, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. HERBIGNAT, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. I. KOVALOVSZKY, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.